

Plan FRET

La copie est à revoir d'urgence

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 908

24 février 2011

prix: 0,70 €

Un président qui irrite



jusqu'aux magistrats

■ Fiscalité

Une politique injuste qui privilégie les plus riches

P 2

■ Banquet fédéral

Près de 300 personnes sont venues partager un moment convivial et politique

P 3

■ Enseignement

La colère d'une profession en manque de moyens

P 5

■ La ville émiettée

Ou l'homogénéisation des populations des communes périurbaines

P 6

■ Les collectivités, les banques et le service public

Quels moyens pour répondre aux besoins des habitants



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Vacances du pouvoir



MAM fait décidément très fort. Pour justifier ses vacances plus que controversées en Tunisie, alors en pleine révolution, elle avait affirmé : « *Quand je suis en vacances, je ne suis pas ministre* ». Pourtant, son cabinet reconnaît qu'elle a « *eu un bref entretien téléphonique* » avec l'ancien président tunisien et ce, « *comme le prévoit son métier de ministre des affaires étrangères* ». Il ne manquerait plus que l'homme d'affaire proche du régime qui lui avait prêté son avion personnel ne soit en affaire avec ses parents !!!

Les députés du prince

L'article plus que controversé du projet de loi sur l'immigration, portant sur la déchéance de nationalité pour certains meurtriers avait été enterré par le Sénat. Mais, voilà que les députés, en commission des lois, ont remis le texte sur le tapis ! **Serait-ce le retour de la double peine ???**

Les Banques se foutent de nous !!!

On se souvient tous des déboires de la Société Générale et des autres banques englues dans une crise financière qu'ils avaient eux même créée. Rangeons nos mouchoirs, avec **plus de 26 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 4 milliards de profit, soit six fois plus qu'en 2009 les déboires de la banque semblent loin.** Si l'Etat est allé à la rescousse des banques, les clients et citoyens en difficultés peuvent toujours rêver, ces mêmes banques ne leur viendront jamais en aide

Bonnet d'âne

Dans un rapport de mai 2010, la Cour des comptes soulignait que la France consacrait moins de moyens en primaire que la moyenne des pays de l'OCDE : 5% de moins en maternelle, 15% de moins à l'école élémentaire. Le pays de l'école laïque et gratuite peut encore enfile son bonnet d'âne, **il est aussi parmi les membres de l'OCDE celui qui a le plus faible taux d'encadrement scolaire** : 6,1 enseignants pour 100 élèves. Dégraissons, dégraissons, il ne restera rien !!!

Le Tapis du petit écran

Jean-Luc Mélenchon, très critique envers les médias mais jamais en peine pour les utiliser vient de s'illustrer dans un débat avec Marine Le Pen.

Il souhaitait, déclarait-il, montrer que tout l'oppose au FN. Une démarche bien étrange, **le PCF, quant à lui, n'a jamais eu à devoir démonter ce qui l'oppose au parti d'extrême droite.**

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Nous sommes à un mois des élections cantonales et force est de constater le silence médiatique mais aussi politique autour de ces élections.

Dans un mois, au soir du second tour, il y a de grandes chances pour que l'on nous rabatte les oreilles avec un fort taux d'abstention aussitôt déploré par des éditorialistes citoyens donneurs de leçon.

Mais, qui sait qu'il y a des élections cantonales dans quelques semaines et qui s'en soucie !!! La droite a toutes les raisons de garder le silence sur ces élections qui, dans le contexte actuel de défiance de sa politique, vont s'avérer risquées pour elle. Quant au PS, sûr de sa victoire, il prépare déjà les présidentielles.

La majeure partie des citoyens, **en attentes de changements et d'une rupture avec la politique de Sarkozy** hésitent entre résignation et espoir. A gauche le manque de perspective politique après les mobilisations de l'automne dernier pèse.

Pourtant, ces élections cantonales qui seront les dernières si la réforme des collectivités n'est pas abrogée en 2012 revêtent une importance dans la vie des citoyens. Les collectivités locales et les départements en particulier agissent, avec les moyens qui sont les leurs et qui se réduisent

Les candidats présentés par le PCF « veulent porter la colère et les espérances populaires »

comme peau de chagrin (L'Etat doit au département de Loire-Atlantique plus de 500 millions d'Euros),

précisément à **réduire les effets de la crise.**

Les conseils généraux mettent en œuvre **des politiques au service des citoyens,** ils gèrent l'action sociale et sanitaire, l'insertion sociale et professionnelle, l'éducation, le développement économique. Sur toutes ces questions, les candidats présentés par le PCF entendent **apporter des réponses innovantes et de ruptures propres à répondre aux attentes populaires.**

Oui, la résignation est inutile, il y a, dans ce pays, des femmes et des hommes engagées qui, de la contestation aux réformes de Sarkozy à l'action dans les institutions **veulent porter la colère et les espérances populaires.**

Ces hommes et ces femmes s'engagent pour une plus grande solidarité, plus de démocratie et ensemble, avec vous, ils entendent donner **DE LA FORCE A LA GAUCHE.**



La droite pérennise les privilèges des riches

La réforme fiscale semble être devenue un casse-tête pour le gouvernement et la droite. Le président de la République avait dressé une véritable ligne Maginot autour du bouclier fiscal, qui évite à un contribuable de payer plus de 50 % d'impôts sur ses revenus. **Ce cadeau aux plus riches a fini par symboliser l'injustice absolue de la politique de la droite,** lors notamment du mouvement social sur les retraites. Toutes les lignes de défense étant rompues, Nicolas Sarkozy a dû concéder la suppression du bouclier fiscal. Mais l'UMP, loin d'être en manque d'imagination a préparé un scénario instaurant en échange de la

suppression de ce bouclier fiscal la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Cette bonne affaire consisterait à reprendre aux privilégiés 700 millions d'euros pour mieux leur en rendre 3,3 milliards !

La ficelle est d'autant plus grosse que cette idée est lancée au moment où le gouvernement fait de l'équilibre budgétaire le dogme absolu pour faire accepter les sacrifices d'une politique de rigueur. Aussi le ministre du budget envisage-t-il aujourd'hui non pas de supprimer purement et simplement l'ISF mais d'en remonter le seuil d'entrée « *de 790 000 euros à 1,3 millions d'euros* ». On sort de l'ISF 300 000 personnes, cela coûte 900 millions d'euros, mais le manque à gagner serait presque



compensé par la suppression du bouclier fiscal, justifie-t-il.

« A un an de l'élection présidentielle, cette réforme doit être abordée de façon politique, prévient le rapporteur UMP du budget à l'Assemblée nationale, en se déclarant partisan de réformer le barème de l'ISF. Mais le faire cette année serait trop risqué

politiquement et budgétairement... » On l'aura compris, il ne s'agit bien évidemment pas de combattre les injustices du système mais de le pérenniser sans risque politique. Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le débat actuel vise simplement « à préparer les Français à payer plus et à atténuer ce que paient les plus fortunés ».

De vous à moi...

Vide et aseptisée, voilà le bilan que l'on peut tirer de la prestation du Président le 10 février dernier sur TF1.

Il faut dire que tous les ingrédients étaient réunis pour que cette émission face preuve d'impertinence : Présentée par le très virulent Jean-Pierre Pernaut, sur la chaîne de Martin Bouygues ami du président et parrain du petit dernier.

Lors de cette prestation, le président fut mauvais, fallait-il d'ailleurs attendre autre chose d'un homme sourd aux attentes des Français ?

Non seulement sourd, mais

aussi menteur notre président. Sur l'emploi industriel, il déplore la perte d'un demi million d'emploi industriel en 10 alors qu'en fait, **la France en a perdu 800 000 depuis le second semestre 2007 !**

Et, a-t-il rappelé à l'adresse du soudeur de STX présent sur le plateau : tous les mots dont souffre l'emploi industriel et en premier lieu les ouvriers sont la faute aux 35 heures !

Ce petit président, amis des patrons, relai du Medef ose dire aux salariés des chantiers qui ont souffert du chômage partiel :

si vous aviez travaillé encore plus vous n'en seriez pas là ! En somme, ce qu'il dit aux français, c'est qu'ils sont trop gourmands, qu'ils vivent dans le luxe!

Le luxe des congés payés, des trente-cinq heures, de la retraite à soixante ans !

Mais rassurons nous, Sarkozy a évoqué son arme fatale pour retrouver la compétitivité : Heures supplémentaires défiscalisées et suppression de la Taxe Professionnelle.

Soyons rassuré, Le président s'occupe de nous : Putain, encore un an !!!

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Rendre visible le candidat communiste

Les membres du conseil départemental de Loire-Atlantique ont le 8 février dernier, exprimé leur attente d'une plus grande visibilité de la candidature d'André Chassaigne. Ainsi, ils écrivent : « [...] Nous partageons l'invitation du conseil national aux communistes « à approfondir le débat sur les objectifs politiques qui doivent être les nôtres ».

Trois questions essentielles sont posées : la question du travail sur l'élaboration des contenus, la question du contrat politique du Front de Gauche autour notamment des questions de rassemblement, et enfin celle de la candidature.

L'organisation du débat dans les principaux médias conduit à faire primer la question de la candidature sur les autres et le Front de Gauche n'est pas épargné par cette réalité avec une candidature présentée comme une évidence en la personne de Jean-Luc Mélenchon. Pourtant, l'expérience d'André Chassaigne dans l'élaboration publique et collective de propositions politiques et sa parole forte sur la vocation du Front de Gauche à être un élément de rassemblement pour une politique de changement à gauche rendent sa candidature crédible.

Toutes les candidatures du Front de Gauche doivent être traitées à égalité !

C'est pourquoi le conseil départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF demande à ce que soit organisée de manière ambitieuse la visibilité de la candidature d'André Chassaigne sur tout le territoire national et à ce qu'une attention particulière soit portée à sa place dans l'ensemble des médias. Si aucune candidature n'est un préalable au débat, il faut garantir l'expression de chacun afin de permettre aux communistes de trancher dans la clarté... »

Banquet Annuel de la Fédération

Convivialité, fraternité et combativité...

18 heures, une heure avant l'ouverture du banquet annuel de la fédération du PCF de Loire-Atlantique, André Chassaigne, député communiste, est installé à l'entrée de la librairie du Lieu Unique. Fraternel, à l'écoute, le candidat du PCF à la candidature pour le Front de gauche dédicace son livre Pour une terre commune. Il prend le temps de discuter avec les camarades et les curieux venus le rencontrer.

19 heures, la salle de la carrière à St-Herblain est presque pleine, près de 300 personnes se sont données rendez-vous.

Autour des tables on revient sur les luttes de l'automne, la mobilisation des communistes pour les cantonales et bien sûr, présence d'André Chassaigne oblige, sur les présidentielles.

A la tribune se succéderont Robin Salecroix pour les

jeunes communistes, Aymeric Seassau et André Chassaigne. Entourés des candi-



dates et des candidats aux cantonales les trois hommes ont fustigé cette politique de droite qui fragilise les territoires et les hommes. Robin Salecroix a dénoncé une politique qui fragilise la jeunesse et fait rimer avenir avec précarité.

Aymeric Seassau, quant à lui a rappelé l'espoir. Celui, entretenu au Maghreb par des milliers de manifestants pour mettre fin à des régimes autoritaires, cet espoir qui condamne la droite dans les urnes aux élections locales et dans la rue à l'occasion de la réforme des



retraites.

« Un peuple mobilisé peut faire vaciller l'ordre établi » insiste-t-il. Et des mobilisations, il en faudra pour contre-carrer les logiques libérales qui dans notre département, rappelleront-t-il, engendrent du chômage partiel et des suppressions de poste à STX, la fermeture de Beghin Say ou de MHS...

Un état de fait que ne supporte plus André Chassaigne. Lui aussi veut porter l'espoir comme la voix des français, il veut donner de la force à la gauche, à toute la gauche pour répondre aux attentes sociales, écologiques et en finir avec un capitalisme destructeur.

C'est pour ces raisons qu'il propose sa candidature à l'ensemble du front de gauche, pour redonner de la force aux convictions de tout un peuple de gauche. Rassembler, discuter, convaincre c'est le leitmotiv d'André pour les mois à venir.

Sortir de la crise

Le 17 février dernier, la Section de Nantes recevait Nasser Mansouri-Guilani, pour un échange autour de son livre coécrit avec Jean-Christophe Le Duigou : 10 propositions pour sortir de la crise sans recommencer comme avant.

Cette soirée de débat et d'échange, s'inscrivait dans un mois de réflexion « pour utiliser l'argent autrement » qui se clôturera le 3 mars pro-

comment, la crise actuelle n'était pas seulement une crise financière mais une crise systémique, globale, qui est celle du mode de développement capitaliste. Un mode de développement fondé sur la dévalorisation du travail et sur d'énormes dégâts sociaux et écologiques.

Une dévalorisation que l'on peut constater au niveau de l'emploi avec un développement du chômage, de l'emploi précaire, un partage de la valeur ajoutée qui se fait au détriment des travailleurs, et qui entraîne des conditions de travail proprement inhumaine.

Comme l'a rappelé le syndicaliste, moraliser le système, le réguler ne constitue pas une réponse. Pour lui, il est



plus urgent que les richesses produites soient déployées vers l'investissement et les salaires mais, au lieu de cela, « les dividendes sont distribués aux actionnaires et la protection sociale, l'environnement sont des valeurs d'ajustement ». Les salaires, ajoute-t-il, ont augmenté de 2,8% en 10 ans quand les dividendes, eux, ont augmenté de 11,8%.

Pour inverser cette tendance, il insiste sur la nécessité d'une prise de conscience des travailleurs à entrer dans les luttes sociales pour construire un nouvelle sécurité sociale professionnelle.

Nasser Mansouri : Responsable des activités économiques de la CGT et membre du conseil économique et social a expliqué

Le P.C.F sur les ondes

Le 14 Février s'est déroulée de 18h à 19h, dans les studios de radio prune une émission d'une heure en direct. Thème du débat, les élections cantonales avec 4



jeunes candidats aux cantonales dont Sophie de Saint Amour du P.S, Mickaël Barthélemy-Mathiot de l'UMP, Maxime Lelièvre du Nouveau Centre et Robin Salecroix représentant le P.C.F.

L'occasion à ainsi été donnée d'entendre les propositions alternatives développées par le PCF pour ces prochaines élections. Alors que les autres invités, notamment à droite faisaient de la "propreté du centre-ville de Nantes leur priorité" pour le département, Robin Salecroix a pu mettre l'accent sur les préoccupations majeures de nos concitoyens, au premier rang desquelles se trouvent l'emploi.

En effet, en voulant faire jouer au conseil général un rôle moteur dans la création d'emploi avec la mise en place par exemple d'une commission pour l'emploi tout en contrôlant le bon usage des deniers publics, les communistes

ont clairement démontré leur volonté de bâtir un département au service des gens et du progrès social. Ensuite tandis que les débats s'orientaient sur la Révision Générale des Politiques Publiques orchestrée par Sarkozy, le rappel des ravages des suppressions de postes dans la fonction publique notamment dans l'éducation nationale ont permis de remémorer aux représentants de la droite dans le département la réalité des effets de leurs politiques régressives.

C'est donc sur un ton résolument offensif et un rappel en forme de slogan que s'est clos le débat, "Pour donner une bonne gauche à la droite aux cantonales, votez pour les candidats présentés par le PCF".

Pour réécouter ces débats aller sur le site internet de "prune", émission "cité à la une du 14 février"

Le dossier.

Plan fret d'Avenir de la SNCF ?

Copie à revoir d'urgence !

■ Pour une réelle rupture dans le transport des marchandises !

Depuis 2003, la direction SNCF et le gouvernement appliquent la politique de la terre brûlée pour le Fret ferroviaire SNCF. La logique libérale prédomine et ne laisse place à aucune autre politique.

Quelques rappels :

En 2000, les wagons du fret SNCF transportaient 55 milliards de tonne par kilomètre de voies ferrées. La SNCF basait ses transports sur une politique dite de volume ; cela permettait notamment de conserver un maillage cohérent sur l'ensemble du territoire national en faisant circuler des trains composés de nombreux wagons pour différents clients (dits wagons isolés) ou encore des lots de wagons suivant les besoins des entreprises. **Nous répondions alors à un service public fret car ce système permettait l'existence de toutes les circulations, y compris les plus petites, en appliquant le principe de péréquation.**

En 2003, casse du service public Fret !

Cependant en 2003, la SNCF adopte une politique de marge où tous les trafics jugés «non rentables» sont supprimés. Depuis cette date, se sont succédés plusieurs plans (Véron, Marembaud, Nadal) avec leurs conséquences néfastes sur l'emploi, les conditions de travail, l'organisation et les outils de production.

Les résultats sont devenus rapidement catastrophiques et aujourd'hui le Fret SNCF est dans une impasse.

En 7 ans, le tonnage transporté a été divisé par 2 et le déficit est passé de 80 millions d'euros à 450 millions d'euros. Des milliers d'emplois sont supprimés, des dizaines de gares et triages sont fermés. La gare fret de Nantes Blottereau est fermée

et celle de Nantes Etat est moribonde. L'effectif régional fret est passé de 190 agents en janvier 2009 à 125 en janvier 2011 soit 35 % d'emplois supprimés.

La liste des triages menacés de fermeture s'allonge au point de se demander s'il ne s'agit pas de faire de la place aux opérateurs privés et créer, de fait, une concurrence entre les cheminots issus de la SNCF et les nouveaux entrants. Pour la CGT, c'est inacceptable, un haut niveau de sécurité ferroviaire étant intrinsèquement dépendant de hautes garanties sociales.

Enfin, si nous nous réjouissons de la réouverture de la ligne Nantes Châteaubriant, nous dénonçons l'installation d'une infrastructure à bas coûts qui ne permettra pas la circulation des trains Fret, une preuve de plus d'une vision à court terme. Cette politique est incompréhensible car si le concept de développement durable s'impose de plus en plus dans notre société comme une donnée incontournable de l'avenir, la SNCF et les décideurs politiques marginalisent le transport ferroviaire de marchandises. Aujourd'hui plus de 80 % du Fret circule sur nos routes sans jamais prendre en compte les coûts réels du transport (social, construction/entretien du réseau routier, écologie). **Entre 2010 et 2011, ce sont plus d'un million et demi de camions qui seront versés sur les routes.**

+ 80% du Fret circule sur nos routes

A titre comparatif, la part du Fret ferroviaire français (en constante diminution) représente 15%, celui de l'Autriche 37% et la Suisse 40%. Les Grenelles de l'environnement rappellent que le mode ferroviaire est peu polluant, économe en



espace et en énergie ; il est aussi un élément structurant de l'espace économique et social. Il doit donc être un levier stratégique essentiel pour la satisfaction des besoins actuels et futurs. Parce que le transport de marchandises et ses conséquences économiques, sociales et environnementales sont devenus de véritables enjeux de société, nous estimons que cette question ne peut se limiter à une querelle d'experts. Ce débat doit être approprié par le plus grand nombre pour créer les conditions nécessaires au développement durable du transport de marchandises. Un site internet a été créé à cette fin pour interpeller les citoyens, les élus locaux, les cheminots, les pouvoirs publics et la direction de la SNCF, autour de nos propositions alternatives. (<http://www.sauvonslefret.fr/>).

Enfin le syndicat CGT des cheminots de Nantes appelle tous les citoyens qui se sentent concernés par un développement du Fret respectueux du salariat et de l'environnement, à participer au rassemblement le 10 mars dans la matinée sur le triage de Saint Pierre des Corps (transport assuré par train entre la gare et le triage).

Le secrétaire Général de la CGT cheminots
GARREC Loïg

Ils ont dit !

■ Fret ferroviaire : de la parole ...aux actes !

Les discours sur Le Grenelle de l'Environnement sont souvent contredits par les actes. Ainsi, on a vu Europe Ecologie-Les Verts voter au Conseil général contre un budget de 132 millions d'euros essentiellement consacré au ferroviaire pour 2011... Cherchez l'erreur !

La commission européenne pousse les feux de l'ouverture à la concurrence du Transport National des Voyageurs, alors même que le résultat de la mise en concurrence du fret est un fiasco.

Dans une récente réunion à l'Assemblée Nationale, un représentant de cette commission se félicitait du fait qu'en France les nouveaux entrants représentent aujourd'hui 17% des opérateurs, annonçant des mesures pour aller plus loin. Or, les entreprises privées ne se jettent pas sur ce qui est abandonné par la SNCF, mais sur ce qui est juteux.

Résultat : 17% de nouveaux entrants, c'est moins de wagons et plus de camions. Alors



crée au fret ferroviaire. C'est aussi pourquoi les Vice-présidents communistes des régions ont signé l'appel initié par l'ANECR avec de nombreux autres élus socialistes, progressistes, écologistes, républicains, divers gauche, parmi lesquels plusieurs présidents de région dont celui des Pays de la Loire. Cet appel devenu celui des 365 reçoit aujourd'hui des milliers de signatures.

Il est basé sur les cinq exigences exprimées par les organisations syndicales et associatives environnementales dans leur déclaration de mars 2010.

« Vive la concurrence ? »
Evidemment, NON !

C'est pourquoi, les élus communistes et Républicains ont accordé un grand intérêt à la journée du 21 février consacrée au fret ferroviaire.

L'objectif est clair : revoir d'urgence le plan fret de la SNCF et obtenir des moyens réels de l'Etat.

A la veille du débat parlementaire sur le Schéma National des Infrastructures de transports, il faut un vrai débat public, et obtenir de la représentation nationale qu'elle prenne en compte les remarques et attentes des collectivités. Dans cet esprit, le Conseil régional des Pays de la Loire a adopté un avis adressé au gouvernement pour la prise en compte entre autre de la modernisation de la ligne transversale Nantes-Lyon (par Angers et Tours), sa connexion sur les nouvelles infrastructures et sur les autoroutes ferroviaires fret, la réalisation d'une virgule à Savenay... en vue d'un vrai raccordement ferroviaire du Grand Port Maritime Nantes St Nazaire qui voit moins de 4% de son trafic (32 millions de tonnes par an) passer par le rail. Mais là encore, le gouvernement Sarkozy doit mettre ses actes en conformité avec ses paroles.

Gilles BONTEMPS
Vice-président aux transports de la région des Pays de la Loire.

■ Il doit être revu d'urgence !



d'attaque s'intitule « schéma directeur pour un nouveau transport écologique de marchandises opéré par la SNCF ». **Mais, il n'a**

d'écologique que le titre.

En effet, l'entreprise publique se fixe un objectif de réduction des trafics, abandonne la desserte de plusieurs territoires, se sépare de moyens humains et matériels. Ce n'est pas un objectif de croissance de la part modale ferroviaire qui est mis en œuvre, contrairement aux engagements du Grenelle, mais de pertes de parts de marché. Car, le plan Fret consacre, par exemple, l'abandon du transport par wagon, isolé et, à ce stade, crée des situations d'irréversibilité. Il engendre un report modal conséquent du rail vers la route estimé à 1 million de camions.

■ Pour un véritable débat

L'objectif de réduire les émissions de Gaz à effet de Serre de 20%, d'ici 2020, dans le secteur des transports n'est pas négociable.

Les fédérations CGT et UNSA des cheminots, la FGTE-CFDT et l'IUT-CGT, la FNAUT, le Réseau Action Climat, France Nature environnement, Agir Pour l'environnement, WWF, les Amis de la Terre... demandent :

> Un moratoire immédiat sur la partie « wagon isolé » du plan Fret SNCF/Gouvernement.

> La transparence et un débat

public objectif, notamment sur les conséquences en terme d'émissions de GES, la mise à disposition et l'approfondissement des études « carbone »...

De même, que l'ANECR a décidé de s'engager pleinement dans la réussite de cette bataille car pour les élus communistes et républicains : **dans le domaine du transport des marchandises, l'obsession de développer la concurrence et les privatisations, n'a rien résolu mais... tout aggravé.** Le bilan est là.

Pour élargir ce mouvement une pétition est à notre disposition : www.elunet.org/petition_fret

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Tous tirés vers le bas

Le chef d'État a omis d'évoquer dans son numéro télévisé que près de huit millions de personnes « vivent » avec moins de 950€ par mois dont 9,5% des actifs... Un quart des salariés vit avec moins de 73% du smic. Dans notre pays, le fait d'avoir un travail ne met pas à l'abri du besoin ni d'une vie en miettes, morcelée, par les emplois précaires et à temps incomplets. Fatigue, impossibilité de boucler les fins de mois, impayés, course pour deux heures ici, trois heures là. L'enjeu est social, mais aussi de raison. Les bas salaires tirent l'ensemble des salaires vers le bas. Le temps partiel participe d'une manière essentielle à la case des acquis sociaux et des droits des salariés, à la remise en cause même de la citoyenneté : quelle possibilité de se syndiquer, quelles luttes pour les salariés isolés, quelle participation à la vie publique quand chaque jour est une bataille ?

Les Maths selon Total

Chez Total, quand les bénéfices baissent, les dividendes croissent ! Le Directeur Général annonce le versement de 5 Milliards aux actionnaires, après 5 en 2009, 4,9 en 2008 et 5 en 2007. Dans le même temps, les bénéfices réalisés sont de 8,4 Milliards en 2009, 10,6 en 2008, 13,2 en 2007. A votre avis, comment ont-ils fait ? Bien sûr en réduisant l'emploi et sa qualité en France et en Europe !

La gauche doit défendre la sécu

En soutien à la journée nationale des personnels de la sécurité sociale, le 1er février, la cellule communiste de Pontchâteau distribuait des tracts aux endroits stratégiques de la ville. L'agence de leur ville est en effet promise à la fermeture. Exigeant le maintien de ce service public de proximité, ils soulignent également le lien avec la bataille nécessaire pour l'hôpital public. Il s'agit en effet de faire reculer la droite sur sa volonté d'offrir le secteur de la santé au privé. Les camarades de Pontchâteau appellent à faire front à gauche pour défendre les agences CPAM. De son côté, la majorité municipale de Rezé adresse une lettre de protestation de la Ville, suite à la réduction d'ouverture de son agence.

Dépendance

Selon Sarkozy, « Le gouvernement élaborera un projet de réforme avant la fin de l'été, pour un examen par le Parlement à l'automne », Etat, assurance-maladie et départements consacrent déjà 25 milliards d'euros par an à la dépendance et cette enveloppe augmente au rythme d'un milliard par an. Il faudra « dépenser plus » et donc « réfléchir à un nouveau financement ». Nicolas Sarkozy exclut de « taxer davantage le travail » Il n'a pas dit un mot, en revanche, sur la piste d'un gage prélevé sur le patrimoine des personnes âgées les plus aisées, défendu par une partie de la majorité. Il a en revanche clairement confirmé que l'assurance privée serait l'une des sources de financements. Faut-il rendre cette assurance obligatoire ? « La voie de l'assurance privée obligatoire est la meilleure », a tranché la présidente du Medef, Laurence Parisot...

Intérêts particuliers

Ce sont les sénateurs communistes qui ont levé le lièvre. Les élus UMP s'apprentent à voter une loi qui, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin, supprime l'ISF ainsi que l'impôt sur les sociétés et favorise la défiscalisation des hauts revenus. Hasard ? L'un des 2 dépositaires de ce projet, Louis Constant Fleming, est lui-même déjà bénéficiaire de pratiques déjà dérogatoires qui réduisent considérablement les impôts des hauts revenus...

Grève pour une autre politique éducative

Ils étaient dans l'action le 10 février pour dénoncer les suppressions de postes, demander un collectif budgétaire qui permettrait d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves, l'ouverture de discussions sur les réformes en cours, (formation des enseignants, lycées...), et l'amélioration des conditions de travail des personnels malmenés dans leur professionnalité, notamment les personnels non titulaires. Dans l'académie de Nantes, ce sont 71 emplois qui sont supprimés pour près de 4700 élèves supplémentaires. Pour le 1er degré, 71 suppressions là où il faudrait 24 créations pour 497 élèves supplémentaires. Pour les collèges, 35 emplois alors qu'il en faudrait 185 avec 2356 élèves supplémentaires attendus. Pour les lycées généraux et technologiques, 91 suppressions, là où il faudrait en créer 56 pour 542 élèves supplémentaires. C'est la casse de la voie technologique et la diminution de certains enseignements du fait de la réforme des classes de première. Dans les lycées professionnels, seulement 50 créations au lieu de 156 avec 1301 élèves de plus. Sont prévues des fermetures de sections, l'augmentation des effectifs par la mise en place de « tronc commun ». C'est véritablement un sale coup pour ceux qui depuis des années, investissent du temps et des efforts. Ainsi, au lycée Albert CAMUS de Nantes, enseignants, parents et personnel technique ont boycotté le CA du 14 février. Le travail de l'ensemble des équipes avait réussi à rendre attractif cet établissement situé dans un quartier dit sensible, démontrant que la diversité culturelle et sociale de la jeunesse est une richesse, et non un handicap. La diminution conséquente des dotations horaires risque de mettre à mal ce travail, car un grand nombre d'élèves nécessite un encadrement et un suivi personnalisé. Des activités optionnelles vont devoir être supprimées, tel le théâtre, pour lequel la Région venait de financer des travaux ...



Justice : 3^e pilier de la république

Dans l'affaire Laetitia, Nicolas Sarkozy et ses sbires ont voulu désigner police et justice à la vindicte populaire, affirmant : « Quand on laisse sortir de prison un individu comme le présumé coupable sans s'assurer qu'il sera suivi par un conseiller d'insertion, c'est une faute... Quand il y a une faute qui conduit à un tel engrenage, nos compatriotes ne comprendraient pas qu'il n'y ait pas de sanction ». Quand il dit « il y a une faute », cela désigne les magistrats comme facilitateurs du crime ! Cette accusation scandaleuse a déclenché la colère et la mobilisation des magistrats. Depuis 50 ans, il n'y avait jamais eu une telle fronde. Car les raisons s'accumulent ! La pauvreté de la Justice en France est structurelle depuis la 2^{de} guerre mondiale. Peyrefitte se targuait de l'avoir fait passer à 1% du PIB. Badinter avait atteint 1,1%... Lorsqu'on préside un pays classé pour les moyens accordés à la justice, au 37^{ème} rang des 43 pays du Conseil de l'Europe, il faut admettre que les défaillances du système judiciaire relèvent de ces choix politiques. Le gouvernement devrait l'assumer, et expliquer à la population que oui, c'est ter-



rible qu'une jeune fille se fasse assassiner, que le suivi de son assassin présumé aurait peut-être retenu son acte, mais que, faute de moyens consacrés à la justice, d'autres crimes seront commis qui pourraient être prévenus. Et la politique actuelle aggrave la donne. Depuis 2002, on a vu fermer les tribunaux de proximité, et surcharger des juges avec les comparutions pour lutte syndicale ou citoyenne. Ce que Sarkozy annonce fait froid dans le dos : la réforme de la justice des mineurs, alors qu'il supprime le défenseur des enfants, saborde l'école républicaine et met les Départements dans l'incapacité budgétaire d'assumer le suivi des mineurs, veut effacer l'ordonnance de 1945. Pour Sarkozy, l'enfant est un adulte en réduction, comme dans les tableaux de GOYA... Le même populisme conduit à proposer des jurys populaires... En attendant que propose-t-il pour que chacun puisse vivre dignement de son travail, sans enfreindre la loi pour survivre ?

Pour une Europe du progrès social !

La Commission « Entreprises et lieux de travail » du PCF s'est réunie vendredi 18 février 2011 avec Francis WURTZ comme invité, notamment sur l'initiative de récolement d'un million de signatures pour la création d'un Fonds de Développement Social européen. En effet, l'Europe n'a guère contribué jusque là au progrès social ! Et les événements actuels en Tunisie et d'autres pays méditerranéens ont tout à voir avec sa conception de la coopération euro-méditerranéenne ! Ben Ali était le 1er de la classe jusque là, appliquant tout ce qu'on lui demandait : aller vers la zone de

libre échange, faire régner l'ordre, contenir l'immigration, et ne pas faire du social (le smic tunisien est à 0,75 €) ! Nous vivons aujourd'hui la grande offensive SARKO-MERKEL-TRICHET : « Il faut rassurer les marchés » C'est-à-dire plier tous les peuples et gouvernements à leurs injonctions. Ils qualifient ce slogan de réponse globale à la crise, avec 3 diktats : réduction draconienne du déficit et de la dette, poursuite de toutes les réformes style RGPP, austérité ; et renforcement du pacte de stabilité. Sous l'impulsion allemande, l'objectif affirmé est de parvenir à un « pacte de compétitivité ». Celle-ci

s'entend par le coût du travail, l'âge de la retraite (67 ans en Allemagne), la fiscalité. Il est urgent d'agir ! La Confédération Européenne des Syndicats, s'inquiète et interpelle les pouvoirs européens. Notre proposition, lors du 3ème congrès du PGE d'un « Fonds Européen de Développement Social » a été adoptée, les Grecs y ayant fait rajouter « et de solidarité ». Ce fond permettrait de déconnecter le développement social des marchés financiers, de favoriser la convergence des peuples, et non leur mise en concurrence. Il offrirait des prêts à taux pratiquement nuls, voire même asso-

ciés à un non remboursement partiel, pour des investissements publics créateurs d'emplois, d'intérêt général... Il serait alimenté par la taxation des mouvements de capitaux financiers et des fonds communautaires. La BCE crée la monnaie en Europe, ce serait donc à elle de le mettre en place. Pour l'obtenir, il est proposé d'utiliser un article du traité de Lisbonne qui permet, avec une collecte de 1 Million de signataires, de faire ouvrir le débat. Cette initiative permet de faire le lien entre luttes sociales et institutions sur deux questions clés : l'utilisation de l'argent et le rôle de la BCE.

Evènements, culture, idées.

La ville émiettée de la métropole (3/3)

Une "clubbisation" du périurbain ?

Les villes s'étendent de plus en plus et aspirent dans leurs orbites des centaines de communes qui, de rurales, deviennent "périurbaines". Restant faiblement peuplées, ces communes conservent l'essentiel de leur environnement agricole et "naturel". Un tel émiettement des agglomérations pose des problèmes nouveaux pour le gouvernement des villes et la solidarité entre les citoyens. Avec cette périurbanisation, le peuplement des communes se fait en effet plus homogène et leur fonctionnement quotidien s'apparente à celui d'un "club" résidentiel. D'où le néologisme de "clubbisation"

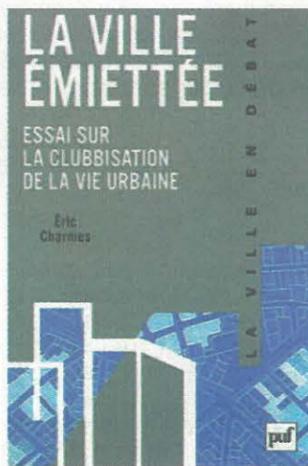
qu'avance l'auteur pour désigner le phénomène qui rattache des communes à une métropole tout en prédisposant ses habitants au modèle de l'entre-soi. La clubbisation est donc le concept pour penser la territorialisation résidentielle. La tendance générale de ce changement dans le rapport à l'environnement local est claire : « le rapport à la commune et à la municipalité relève de plus en plus du consumérisme ».

La résidentialité induit souvent une relation apolitique à la commune. Dans ces petites communes de la périurbanisation, il y a généralement peu de débats d'ordre politique : « La plupart des maires sont sans étiquette et veulent rester libres de toute accointance par-

tisane ». Le discours tenu est : « les enjeux dans notre commune ne sont ni de droite ni de gauche », et les conseils municipaux sont « ouverts à toutes les bonnes volontés ». Ces élus recherchent le consensus le plus large. Pour autant, souligne l'auteur, « l'apolitisme n'est qu'apparent et résulte non pas d'une convergence d'intérêts, mais d'une relative déconnexion des enjeux politiques propres à la commune et des enjeux politiques extérieurs ». Si dans les petites communes la diversité d'opinions politiques a peu de prise sur les enjeux locaux, dans les communes centre, « sa mise entre parenthèses est plus difficile ».

Face aux demandes de développement commercial, le conseil municipal doit débattre de l'avenir de la commune. Avec l'entrée dans une logique de centralité, la relation de la commune avec ses habitants change de registre : « on s'éloigne du groupe social constitué par des intérêts partagés pour se rapprocher du groupe animé par des intérêts divergents ». Mais la plupart des communes périurbaines vivent surtout aux clubs résidentiels. Au nom des aménités du paysage et des qualités sociales du peuplement, elles pratiquent un "urbanisme exclusif", très réticent vis à vis des logements sociaux. Elles dispo-

sent d'un contrôle sur leur production : ils n'apparaissent pas spontanément et nécessitent un engage-



ment politique local. Ce qui est rare dans les communes périurbaines et plus encore dans les communes résidentielles.

Un chapitre vise à montrer que la carte scolaire peut également contribuer à la clubbisation, jusqu'à l'"exclusivisme scolaire". Dans ces communes, maillons élémentaires de la carte scolaire, les élus se mobilisent pour une école placée au cœur des clubs périurbains, ajoutant aux inégalités accentuées entre les équipements parascolaires. Avec « l'étalement des limites qu'elle trace », la carte scolaire peut faire « des établissements [écoles et collèges] des espaces plus ou moins exclusifs dont le ticket d'entrée est exprimé par les valeurs immobilières ».

Cette « clubbisation des établissements n'est pas simplement produite par l'agrégation des tactiques individuelles de contournement de la carte scolaire ». Il ne s'agit pas d'un effet pervers non voulu, « mais d'un usage politique conscient pour apparier ou séparer les populations ».

Le problème de la cohésion entre communes périurbaines et villes centres est donc posé. Pour l'auteur, les SCOT (schémas de cohérence territoriale) défendent les intérêts périurbains et les communautés de communes périphériques renforcent la clubbisation. « Avec la périurbanisation, les ensembles métropolitains sont plongés dans un état de relative anomie, des communes de l'espace rural d'intégrant aux métropoles sans que ces nouveaux liens fonctionnels se doublent de lien moraux et institutionnels ad hoc ». Avec ce livre le débat sur les conséquences de la clubbisation périurbaine est donc ouvert. Mais selon l'auteur, « reste à savoir où il peut se tenir et s'il y a un désir de le tenir ». Il montre en quoi l'"interterritorialité" (M. Vanier) « peut répondre à cette exigence. Il reste à la mettre à l'épreuve des faits ».

Eric Charmes, "La ville émiettée", Ed. PUF, 2011, 288 p., 14 €

LIRE

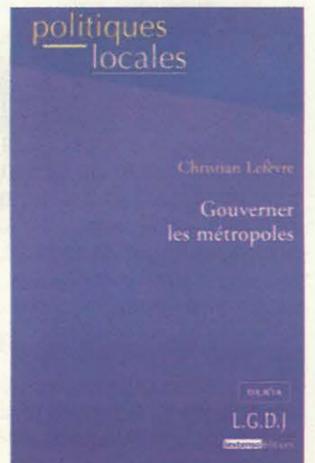
Des métropoles (in)gouvernables ?

Les métropoles sont les lieux où les grands enjeux de nos sociétés modernes se posent. Lieux de la production des richesses et du développement économique, espaces où se jouent les solidarités et le "vivre ensemble" de populations toujours plus diverses sur les plans sociaux, culturels et ethniques ; territoires où se posent avec acuité les problèmes environnementaux. Malgré l'importance des métropoles, leur gouvernement reste, selon l'auteur, tributaire de logiques d'acteurs divergentes : État, collectivités locales, entreprises, habitants... qui privilégient souvent d'autres échelles, les empêchant ainsi de devenir de véritables territoires politiques. Si les grandes villes d'échelle européenne gardent une capacité de pilotage d'action collective, il s'agit surtout des villes centres des aires métropolitaines.

Les nombreuses comparaisons européennes du livre montrent qu'en France la décentralisation a clairement provoqué un écart entre l'action ambiguë de l'État, faisant obstacle au développement politique des espaces métropolitains, et celle des collectivités locales - fiefs des notables - qui s'opposent d'autres manières à leur émergence. Dans des conditions telles que « la construction de l'identité métropolitaine [reste] une question toute rhétorique ».

Ce qui conduit à poser la question de l'(in)gouvernabilité des espaces métropolitains. Pour l'auteur, la gouvernance métropolitaine, avec sa "timide ouverture à la société civile" à travers certains "instruments de participation", telles que les conférences métropolitaines, n'est cependant qu'un "trompe l'œil" : « les métropoles n'apparaissent pas gouvernables car elles ont du mal à produire l'action collective nécessaire pour non seulement résoudre leurs problèmes actuels, mais aussi pour prendre en compte les nouveaux défis qui leur sont posés ».

C. Lefèvre, **Gouverner les métropoles**, Ed. LGDJ, 2009, 115 p., 9,5 €



VOIR...



1931 : un procès colonial à Nantes

Du 9 février jusqu'au 26 juin, les Archives départementales proposent un retour sur l'insurrection guya-

naise en 1928 et son procès nantais en 1931. Les Archives départementales mettent en scène un procès exceptionnel qui se déroula pendant 12 jours dans l'ancien tribunal de Nantes. En mars 1931 furent jugés 14 habitants de Cayenne accusés d'avoir participé aux violences (six morts) qui avaient secoué Cayenne en 1928. Les avocats firent le procès de l'administration coloniale, et de la fraude électorale. Tous les accusés furent acquittés. L'exposition fait revivre le procès de façon spectaculaire et émouvante, avec de nombreux documents et objets d'époque, dont le banc des accusés. Du 9 février au 26 juin aux Archives 6, rue de Bouillé à Nantes

MÉDIAS

Journalistes engagés

Cet ouvrage explore les relations entre le journalisme et l'engagement. Les textes abordent les cas des journalistes "critiques" de presse locale, des journalistes "indépendants" ou des journalistes politiques de grands quotidiens. Les cas étrangers (Liban, Mexique, Allemagne et Italie) soulignent les spécificités et les relations ambivalentes des systèmes médiatiques et politiques.

A travers sept films de fiction diffusés entre 1975 et 1988, le directeur de l'ouvrage se livre

d'abord à une analyse de l'engagement, tel qu'il est représenté par le cinéma. L'engagement est au cœur même du métier de reporter, il illustre l'idée que « le reporterisme capable de neutralité est chimère ». Le cas des services Politiques de la presse écrite française (1968-1981), montre que les années soixante-dix sont marquées par l'entrée en scène d'une génération de rédac-

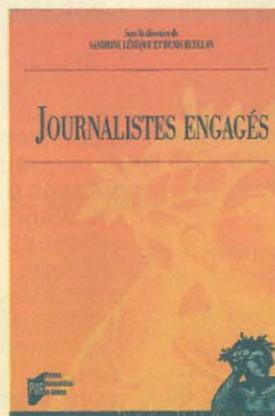
teurs disposés à mieux afficher leur « professionnalisme » et leur autonomie à l'égard des élites politiques, selon les enjeux économiques des entreprises de presse, le renouvellement du personnel journalistique et les spécificités de la conjoncture politique.

Une comparaison France/Italie depuis les années 1980, met en évidence quatre dimensions d'un processus

commun de dépolitisation : 1) le désengagement partisan et militant ; 2) le désenchantement politique ; 3) la dévaluation de la politique ; 4) la neutralisation de l'information politique.

Il s'agit ici principalement de voir comment certains journalistes tentent de concilier leurs différents engagements avec cohérence quand bien même, comme le souligne D. Ruellan, « être journaliste, c'est être pris dans un réseau d'engagements tous vertueux et impossibles à réserver, impossible à respecter exclusivement ».

Journalistes engagés, S. Lévêque et D. Ruellan (dir.), PUR, 2010, 180 p., 15 €



près de vous

Schéma national des infrastructures de transport (S.N.I.T)

L'avis du Conseil Régional demandant des modifications de l'avant projet du SNIT a été voté en décembre. En plein harmonie avec les avis du Grand Port Nantes-St Nazaire, de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, du CESR... l'ensemble des conseillers régionaux ont voté cet avis, sauf Europe Ecologie qui a voté ... contre.

Rezé

Pour une véritable politique d'insertion

A l'occasion d'un vœu sur les emplois aidés, présenté au dernier conseil municipal de la ville et demandant à l'Etat de renoncer à la baisse constante des crédits alloués aux dispositifs d'insertion et de favoriser les conditions permettant à ces emplois de déboucher sur de l'emploi pérenne, les élu-e-s communistes, par la voix de Mireille Pernot, ont rappelé qu'ils n'ont « jamais été favorables à la création des contrats « aidés », trop souvent utilisés dans la fonction publique pour réduire les recrutements statutaires nécessaires aux missions de service public, ou pour offrir de la main d'œuvre pas cher aux associations, qui faute de moyens, se rabattent sur cette forme d'embauche. Par ailleurs, trop de travailleurs, parvenus à la fin de ces contrats n'ont bénéficié, en fait d'insertion, que du retour à la case départ ».

S'ils se sont prononcés en faveur de ce vœu c'est avant tout pour « souligner le cynisme du gouvernement » qui, « Après avoir prétendu favoriser l'insertion par l'emploi supprime les aides promises, se lavant les mains du sort des personnes concernées et de celui des associations employeurs, les mettant dans l'impossibilité de fonctionner ». Il est temps, pour ces élus, que l'Etat débloque des crédits à la hauteur d'une véritable insertion et favorise l'emploi pérenne.

Brière



La lettre de l'élue régionale Il y a quelques temps était éditée la seconde lettre de la conseillère régionale de Brière. Cette lettre est consultable en ligne sur le site du groupe communiste à la région :

<http://pcf.paysdelaloire.elunet.fr/>

L'invité

Les collectivités, les banques et le service public

Etranglées par une politique de l'Etat gelant ses dotations et les privant de recettes fiscales, avec la disparition de la Taxe Professionnelle, les collectivités locales sont confrontées à une situation budgétaire inédite. Alors qu'elles réalisent 73 % des investissements publics dans notre pays, et qu'elles doivent répondre à une demande sociale accrue, elles sont invitées à accompagner l'Etat dans sa politique de coupes massives dans les effectifs des fonctionnaires, les missions de service public. La pression sur les budgets de fonctionnement de plus en plus contraints au risque de compromettre la qualité du service rendu aux usagers, le recours à un autofinancement de plus en plus réduit, le recul des investissements, sont souvent proposés comme solution pour justifier le refus légitime d'augmenter la pression fiscale sur les ménages ou de recourir à l'emprunt. Pourtant certaines collectivités, comme les départements, sont contraintes d'emprunter sur les marchés financiers au risque d'être victimes de pratiques bancaires indélicates. Ainsi plusieurs maires et conseillers généraux assignent en justice des banques pour des prêts indexés sur le cours de l'euro, du franc suisse, du yen dont les taux étaient brutalement passés de 0,99 % à 15 % !



Yann VINCE
Président du groupe communiste de Nantes Métropole

Les élus communistes ont toujours milité :

- Pour la justice fiscale aujourd'hui mise en cause par l'Etat,
- Pour le maintien d'une capacité d'investissement permettant de doter nos collectivités en crèches, en gymnases, en équipements culturels ou de loisirs,
- Pour le maintien de budgets de fonctionnement permettant de développer le service public et de répondre aux légitimes attentes des agents de nos collectivités.

A l'opposé des orientations gouvernementales, les collectivités ne doivent pas cultiver le dogme du non-endettement. Les élus ont un rôle éminemment important à jouer dans cette période de crise pour ne pas céder aux objectifs « de rationalisation et d'adaptation » souvent invoqués pour justifier la disparition de services publics ou le renoncement à certains investissements. Le recours à l'emprunt, sur des produits sains, nous paraît une solution envisageable. Cela renforce d'ailleurs l'exigence que nous formulons de constitution au plan national d'un véritable pôle public financier pour ne pas laisser les collectivités en tête à tête avec des banques, instruments de la financiarisation de l'économie. Nous devons donner au service public les moyens d'un déploiement à la hauteur des enjeux.

L'activité

Saint-Nazaire

Ville Port 3 mérite mieux que cela !

Les projets d'aménagement de Ville Port 3 sont à peine ébauchés que le débat est déjà sur la place publique et que les avis plus ou moins contradictoires s'évalent dans la presse sans que les nazairiennes et les nazairiens aient accès aux pièces du dossier.

Les élus communistes ne se sont pas prêtés au jeu. Est-ce bien sérieux de faire de la question de l'aménagement du Petit Maroc et de l'avenir des bassins industriels de l'entrée sud du port une rampe de lancement pour que se déclarent les ambitions des politiques des uns et des autres.

Il faut faire attention ! Derrière Cargill et des entreprises situées autour des bassins, il y a des femmes et des hommes qui travaillent. Leur a-t-on demandé leur avis à eux dont l'avenir dépend de ce duel à fleurets mouchetés que se livrent les patrons et le Maire ? Avec l'objectif avoué du côté du patronat de faire payer, si déménagement il y a, une partie de la facture aux collectivités. Déplacer Cargill, pourquoi pas ?

Mais cela risque d'être bien difficile maintenant que nous avons renoncé à l'extension du port sur Donges Est et que l'espace nous est compté. Et, pour mettre quoi à la place ? De la plaisance proposent certains. Au Havre, où nous étions en délégation, à la mi-février, là où il est projeté d'ouvrir les bassins abandonnés par l'activité industrielle portuaire aux activités voile plaisance, nous ne pouvons prendre exemple.

Remplir les bassins abandonnés par l'industrie. Est-ce vraiment une solution ? Privée d'emplois industriels, la ville normande perd actuellement 1000 habitants par an.

La question de l'activité industrielle est une question de fond, le dynamisme d'une ville ne peut et ne doit en aucun cas se faire contre l'industrie, c'est l'emploi industriel qui génère principalement les activités du tertiaire et des services et non le contraire.

Les élus communistes de St Nazaire restent attachés à la vocation industrialo-portuaire des bassins de St Nazaire.

Ramener le débat au pour ou contre de la plaisance dans les bassins de St Nazaire en prétendant la cohabitation ne tient pas, il est évident qu'il s'agirait de l'un ou de l'autre, les communistes se prononcent très clairement pour la vocation industrielle de son espace portuaire.

Christian Saulnier
Président du groupe communiste de St-Nazaire

Loire-Atlantique

« Gouvernement et patronat responsables de la grève des ports »

Le 27 octobre 2010, le Gouvernement avait validé l'accord conclu par le Ministre Jean Louis Borloo, avec les entreprises de manutention et les organisations syndicales portant sur la pénibilité dans la mise en œuvre de la réforme portuaire de 2008.

Aujourd'hui le Gouvernement remet en cause cet accord, considérant que la remise en cause de la retraite à 60 ans est passée par là. **Cet argument ne peut même pas être entendu, tant il est grotesque et mensonger.**

A cette date la réforme du Gouvernement et du MEDEF remettant en cause entre autre le droit à la retraite à 60 ans était sur le point d'aboutir contre la volonté de millions de manifestants et de la population du Pays.

Au cours de cette période de forte mobilisation le Gouvernement s'était engagé à prendre en compte la pénibilité de certains métiers pour garantir aux personnes ayant été particulièrement exposées un minimum de repos sous la forme d'une retraite anticipée, c'est dans ce cadre que les employés des ports avaient obtenu 4 années de bonification.

Souvenons nous, en fin d'année toutes les organisations syndicales affirmaient : le dossier de la retraite à 60 ans n'est pas refermé !

Aujourd'hui le gouvernement et le patronat qui ont repris la main, après les fortes mobilisations de l'automne, voudraient imposer leur diktat et réduire de moitié la clause de pénibilité. **Cette mesure est bien entendu inacceptable** pour tout salarié qui se respecte ! D'autant qu'une étude réalisée sur 20 ans indique, comparativement à la moyenne nationale, que l'espérance de vie d'un docker peut être réduite de 7 à 10 années.

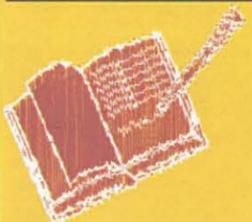
Pour sortir de l'impasse résultant de la politique du pouvoir et du patronat, je propose et demande que toutes les parties prenantes de ce conflit reprennent le chemin de la négociation sans sujets tabous. **En sachant que le plus simple serait que le Gouvernement respecte ses engagements.**

Mais contrairement à ce que nous sommes en droit de penser le respect des engagements n'est plus, pour certains, la première qualité en politique ?

Dans cette attente, **j'apporte mon total soutien aux salariés du Grand Port Maritime de Nantes - Saint Nazaire** et à leurs collègues du territoire.

Roger David
Conseiller général du canton de Montoir-de-Bretagne

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Nantes

Jeudi 24 février :
Assemblée générale de la section à 18H00 à la fédération.

Comité du souvenir

Samedi 26 février :
Assemblée générale du comité à 9H00, espace Jean Monnet à Indre.

Loire et Sèvre

Lundi 28 février :
Réunion du collectif de campagne à 18H30 à l'espace beaumont de Vertou.

Fédération

Jeudi 3 mars : Forum sur l'utilisation de l'argent dans le cadre du programme populaire et partagé avec Alain BOCQUET à 18H00 au foyer des jeunes travailleurs de Beaulieu à Nantes.

■ Cérémonies du souvenir

Dans le cadre du 68ème anniversaire du procès des « 42 et des 13 », de nombreuses cérémonies d'hommage organisées par le comité départemental du souvenir ont eu lieu les 11, 12 et 13 février dernier.



Le Vendredi 11, la municipalité de Nantes et son Maire Jean-Marc AYRAULT ont décoré Marcel THOMAZEAU de la médaille de la ville. Il avait 20 ans en 1942 lorsque le 4 août il est arrêté par la police française anticommuniste, torturé par les nazis, il est condamné aux travaux forcés et déporté vers le sinistre camp de concentration de Mauthausen.



Le samedi 13, un hommage officiel aux fusillés à été rendu au terrain du Bêle en présence des autorités, des familles, des organisations syndicales et politiques. A Sainte Luce sur Loire une cérémonie dédiée à Renée et Jean LOSQ a été organisée en lien avec la municipalité.

Le dimanche 14, c'est au carré des Républicains espagnols du cimetière de la Chapelle Basse Mer que la cérémonie d'hommage a été rendue en présence de la municipalité et de son Maire, du comité du souvenir, de la CGT et du PCF. Cette cérémonie a rappelé le combat de ces républicains espagnols contraints de fuir leur pays et engagés dans la résistance française.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Vite lu...

■ Vous dites cirages de pompes

NICOLAS SARKOZY SUR TF1



- Laisse, Jean-Pierre, tu finiras pendant l'émission.

■ Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade Annick TEILLANT, adhérente de la section de Brière dont la vie a été très liée au PCF puisqu'elle était l'épouse de Jean René TEILLANT, ancien secrétaire départemental décédé en novembre 2002.

Nous avons aussi été informés du décès d'Alexandre DENIGOT, militant de la section de la Presqu'île guérandaise apprécié par l'ensemble de ses camarades.

L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présente à la famille et aux proches de ces 2 camarades ses plus sincères condoléances.



8 Prolétaires de tous les pays arabes, unissez-vous !

Par Ariane Talibart

Après les victoires populaires en Tunisie et en Egypte, le monde arabe n'en finit plus de s'ébranler et de remettre



en cause les gouvernements qui opprim(ai)ent ses différents peuples.

Aujourd'hui, c'est au Yemen, en Libye ou encore à Bahreïn que des mouvements sociaux se sont mis en marche. Demain (samedi) devrait avoir lieu en Algérie une **importante manifestation dénonçant notamment le problème fondamental du chômage** qui touche fortement le pays dans lequel se multiplient les grèves (grèves des universités, du paramédical...).

La répression est bien sûr violente avec de nombreux morts chaque jour

« Aujourd'hui, c'est au Yemen, en Libye ou encore à Bahreïn que des mouvements sociaux se sont mis en marche. »

(quatorze morts en Libye le 17 janvier) mais l'espoir n'en est pas moins très fort, en regard des exemples de leurs pays voisins, la Tunisie et l'Egypte, dont la victoire historique constitue une formidable avancée révolutionnaire. Une semaine après le départ du président Mubarak, des milliers de manifestants agitant des drapeaux égyptiens sont revenus vendredi place Tahrir (au Caire) pour célébrer la fin de son régime **et maintenir la pression sur l'armée et le gouvernement afin d'obtenir des réformes démocratiques et la libération des prisonniers.**

Quant à la position de la France, on se contentera de se réjouir de savoir qu'au moins, nos troupes n'iront plus soutenir l'armée tunisienne, comme l'avait décrétée notre chère Michèle Alliot-Marie.